



Security Council

Open debate

War in cities: protection of civilians in urban settings

New York, 25 January 2022

Statement by Switzerland on behalf of

the Group of Friends of the Protection of Civilians in Armed Conflict

Madam President,

I am honored to take the floor on behalf of the Group of Friends (GoF) of the Protection of Civilians in Armed Conflict (PoC), a cross regional network of 27 Member States¹.

We thank Norway for organizing this important debate. According to the Secretary-General's 2021 report, a large majority of casualties in armed conflicts in urban settings are civilians. Ample evidence of the devastating impact of war in cities has been collected, including negative long-term and systemic consequences on basic health and education services, for example. Therefore the GoF stresses the importance to respect International Humanitarian Law (IHL) and the need to enhance the protection of civilians, including from the humanitarian impacts that could arise when explosive weapons are used in populated areas. The GoF takes note of the ongoing consultations led by Ireland.

I will concentrate our remarks today on actions the Security Council and Member States should take to remedy this tragedy.

First, strict application of IHL rules and principles, including those of distinction, proportionality, as well as precautions, are required by all parties to armed conflict. The GoF emphasizes that only full respect for IHL, international human rights law and a reduction of hostilities can protect the civilian population, including in cities. The GoF echoes its constant calls for ensuring strict compliance with IHL in all circumstances and for political settlements of armed conflicts. We welcome the adoption of the landmark resolution 2573 (2021) on attacks on critical infrastructure and emphasize the call to avoid, to the extent feasible, establishing military positions within or near densely populated areas.

Secondly, implementation of IHL on a national level is key and requires both legal and practical measures in times of peace and of armed conflict. Military doctrine and practice should provide the basis for the development of military competence in protecting civilians during military operations in cities. This should include specific training and the development of good practices in planning and conducting military operations in cities during armed conflict.

¹ Australia, Austria, Bangladesh, Belgium, Brazil, Canada, Dominican Republic, France, Germany, Indonesia, Ireland, Italy, Ivory Coast, Japan, Kuwait, Liechtenstein, Luxembourg, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Spain, Sweden, United Kingdom, Ukraine, Uruguay and Switzerland.

Third, respect for the rules and principles governing the conduct of hostilities, in particular the prohibition of direct attacks against civilians and civilian objects is eroding – including in situations on the agenda of this Council. Therefore, dissemination of IHL to all parties of a conflict is important to increase compliance and to generate better protection of civilians. Also engaging armed groups is essential and contacts for such purposes should not be criminalized.

Fourth, war in cities has altered and shrunk humanitarian space. These complex security environments lead to access restrictions and impede humanitarian assistance and protection, in particular for women and children. Therefore, it remains all the more important for all parties to armed conflicts to allow and facilitate humanitarian activities. It is equally essential to ensure women and girls' participation and leadership in humanitarian processes and initiatives. Furthermore, even when parties comply with IHL, warfare often leads to civilian loss and destruction that must be addressed. Comprehensive approaches by humanitarian and development actors, including preventing further negative impacts of armed conflict, are highly important, especially in addressing protracted armed conflict in urban areas.

Madam President,

Allow me to add the following in my national capacity.

“Boredom, shooting, shelling, people being killed, despair, hunger, misery: that’s my life” – those were the words of author Zlata Filipović, who, as a girl, was trapped in the siege of Sarajevo. Almost thirty years later, too many girls, boys, women and men still find themselves in this reality in conflict zones around the world. We must strive to ensure that cities remain spaces of life and hope, even during armed conflict. Strict respect of IHL is key for achieving this.

As a candidate for the Security Council, Switzerland is committed to the protection of civilians in armed conflict and to the full implementation of IHL. We work to be a plus for peace and a plus for human dignity in war.

Thank you.

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des amis (GoF) pour la Protection des civils dans les conflits armés (PoC), un réseau transrégional de 27 États² membres.

Nous remercions la Norvège pour l'organisation de cet important débat. Selon le rapport 2021 du Secrétaire général, une grande majorité des victimes des conflits armés en milieu urbain sont des civils. De nombreuses preuves de l'impact dévastateur de la guerre dans les villes ont été recueillies, y compris les conséquences négatives, durables et systémiques sur les services de santé de base et l'éducation, par exemple. C'est pourquoi le Groupe des amis souligne l'importance de respecter le droit international humanitaire (DIH) et la nécessité de renforcer la protection des civils, y compris contre les conséquences humanitaires qui pourraient résulter de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Le Groupe d'amis prend note des consultations en cours menées par l'Irlande.

Je concentrerai nos remarques aujourd'hui sur les mesures que le Conseil de sécurité et les États membres devraient prendre pour remédier à cette tragédie.

Premièrement, l'application stricte des règles et principes du DIH, y compris ceux de distinction, de proportionnalité, ainsi que de précautions, est requise par toutes les parties à un conflit armé. Le Groupe des amis souligne que seul le plein respect du DIH, du droit international des droits de l'homme et une réduction des hostilités peuvent protéger la population civile, y compris dans les villes. Le Groupe d'amis réitère ses appels constants à assurer un strict respect du DIH en toutes circonstances et à un règlement politique des conflits armés. Nous saluons l'adoption de la résolution emblématique 2573 (2021) sur les attaques contre les infrastructures civiles cruciales et soulignons l'appel à éviter, dans la mesure du possible, d'établir des positions militaires à l'intérieur ou à proximité des zones densément peuplées.

Deuxièmement, la mise en œuvre du DIH au niveau national est essentielle et nécessite des mesures à la fois juridiques et pratiques en temps de paix et en cas de conflit armé. La doctrine et la pratique militaires devraient servir de base au développement de compétences militaires en matière de protection des civils lors d'opérations militaires dans les villes. Cela devrait inclure une formation spécifique et le développement de bonnes pratiques s'agissant de la planification et de la conduite d'opérations militaires dans les villes pendant un conflit armé.

Troisièmement, le respect des règles et principes relatifs à la conduite des hostilités, en particulier l'interdiction des attaques directes contre les personnes et objets civils, s'érode - y compris dans les situations à l'ordre du jour de ce Conseil. C'est pourquoi il est important de diffuser le DIH auprès de toutes les parties à un conflit afin d'en accroître le respect et d'assurer une meilleure protection des civils. Il est également essentiel de dialoguer avec les groupes armés et les contacts à cette fin ne devraient pas être criminalisés.

Quatrièmement, la guerre dans les villes a altéré et rétréci l'espace humanitaire. Ces environnements sécuritaires complexes entraînent des restrictions d'accès et entravent l'assistance et la protection humanitaires, en particulier pour les femmes et les enfants. Il est donc d'autant plus important que toutes les parties aux conflits armés autorisent et facilitent les activités humanitaires. Il est tout aussi essentiel de garantir la participation et le leadership des femmes et des filles dans les processus et initiatives humanitaires. En outre, même lorsque les parties respectent le DIH, la guerre entraîne souvent des pertes et des destructions civiles auxquelles il faut remédier. Des approches globales par les acteurs humanitaires et du développement, y compris la prévention d'autres impacts négatifs des conflits armés,

² Allemagne, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Côte d'Ivoire, Espagne, France, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Suède, Ukraine, Uruguay et Suisse.

sont très importantes, en particulier dans le règlement des conflits armés prolongés dans les zones urbaines.

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'ajouter ce qui suit à titre national.

“Boredom, shooting, shelling, people being killed, despair, hunger, misery: that’s my life” - ce sont les mots de l'auteur Zlata Filipović, qui, alors qu'elle n'était qu'une petite fille, a été prise au piège lors du siège de Sarajevo. Près de trente ans plus tard, trop de filles, de garçons, de femmes et d'hommes se retrouvent encore dans cette réalité dans les zones de conflit du monde entier. Nous devons nous efforcer de faire en sorte que les villes restent des espaces de vie et d'espoir, même pendant les conflits armés. Le strict respect du droit international humanitaire est essentiel pour y parvenir.

En tant que candidate au Conseil de sécurité, la Suisse s'engage en faveur de la protection des civils dans les conflits armés et de la pleine application du DIH. Nous travaillons pour être un plus pour la paix et un plus pour la dignité humaine dans la guerre.

Je vous remercie.

Señora Presidenta,

Tengo el honor de tomar la palabra en nombre del Grupo de Amigos de Protección de Civiles en los Conflictos Armados, una red interregional de 27³ Estados miembros.

Agradecemos a Noruega que acoja este importante debate. Según el informe 2021 del Secretario General, una gran mayoría de las víctimas de los conflictos armados en las zonas urbanas son civiles. Hay muchas pruebas del impacto devastador de la guerra en las ciudades, incluyendo las consecuencias negativas, duraderas y sistémicas en los servicios básicos de salud y educación, por ejemplo. Por ello, el Grupo de Amigos subraya la importancia de respetar el derecho internacional humanitario (DIH) y la necesidad de reforzar la protección de civiles, incluso de las consecuencias humanitarias que podrían derivarse del uso de armas explosivas en zonas pobladas. El Grupo de Amigos toma nota de las consultas en curso de Irlanda.

Centraré nuestras observaciones de hoy en lo que el Consejo de Seguridad y los Estados miembros deberían hacer para abordar esta tragedia.

En primer lugar, todas las partes de un conflicto armado deben aplicar estrictamente las normas y principios del DIH, incluidos los de distinción, proporcionalidad y precauciones. El Grupo de Amigos subraya que sólo el pleno respeto del DIH, el derecho internacional de los derechos humanos y la reducción de las hostilidades pueden proteger a la población civil, incluso en las ciudades. El Grupo de Amigos reitera sus constantes llamamientos para que se respete estrictamente el DIH en todas las circunstancias y para que se llegue a una solución política de los conflictos armados. Acogemos con satisfacción la adopción de la histórica resolución 2573 (2021) sobre los ataques contra infraestructuras civiles críticas y subrayamos el llamamiento a evitar, en la medida de lo posible, el establecimiento de posiciones militares en zonas densamente pobladas o cerca de ellas.

En segundo lugar, la aplicación del DIH a nivel nacional es esencial y requiere medidas tanto jurídicas como prácticas en tiempo de paz y en caso de conflicto armado. La doctrina y la práctica militar deben proporcionar la base para el desarrollo de la experiencia militar en la protección de civiles durante las operaciones militares en las ciudades. Esto debería incluir una formación específica y el desarrollo de buenas prácticas en la planificación y realización de operaciones militares en las ciudades durante los conflictos armados.

En tercer lugar, el respeto de las normas y principios relativos a la conducción de las hostilidades, en particular la prohibición de los ataques directos contra civiles y bienes civiles, se está erosionando, incluso en las situaciones que figuran en el orden del día de este Consejo. Por eso es importante difundir el DIH entre todas las partes de un conflicto para aumentar su respeto y garantizar una mejor protección de civiles. El diálogo con los grupos armados también es esencial y los contactos con este fin no deben ser criminalizados.

En cuarto lugar, la guerra en las ciudades ha alterado y reducido el espacio humanitario. Estos complejos entornos de seguridad provocan restricciones de acceso y dificultan la asistencia y la protección humanitaria, especialmente para las mujeres y los niños. Por lo tanto, es aún más importante que todas las partes del conflicto armado permitan y faciliten las actividades humanitarias. Es igualmente esencial garantizar la participación y el liderazgo de las mujeres y las niñas en los procesos e iniciativas humanitarias. Además, incluso cuando las partes respetan el DIH, la guerra suele provocar víctimas civiles y destrucción que deben ser atendidas. Los enfoques integrales de los agentes humanitarios y de desarrollo, incluida la prevención de otros impactos negativos de los conflictos armados, son muy importantes, especialmente en la resolución de conflictos armados prolongados en zonas urbanas.

³ Alemania, Australia, Austria, Bangladesh, Bélgica, Brasil, Canadá, Costa de Marfil, España, Francia, Indonesia, Irlanda, Italia, Japón, Kuwait, Liechtenstein, Luxemburgo, Noruega, Países Bajos, Polonia, Portugal, Reino Unido, República Dominicana, Suecia, Ucrania, Uruguay y Suiza.

Señora Presidenta,

Permítanme añadir lo siguiente en mi calidad de nacional.

El aburrimiento, los disparos, los bombardeos, la muerte de personas, la desesperación, el hambre, la miseria: esta es mi vida, son las palabras de la autora Zlata Filipović, que, de pequeña, quedó atrapada durante el asedio de Sarajevo. Casi treinta años después, demasiadas niñas, niños, mujeres y hombres siguen encontrándose en esta realidad en las zonas de conflicto de todo el mundo. Debemos esforzarnos por garantizar que las ciudades sigan siendo espacios de vida y esperanza, incluso durante los conflictos armados. Para ello, es esencial el estricto cumplimiento del derecho internacional humanitario.

Como candidato al Consejo de Seguridad, la Suiza está comprometida con la protección de civiles en los conflictos armados y con la plena aplicación del DIH. Trabajamos para ser un plus para la paz y un plus para la dignidad humana en la guerra.

Gracias.